

is refusent les remises à la rue



, face à l'aggravation de la précarité. Message : « À la rue, on survit à peine ». Photo DR

Jean-Paul Vilain
Coordination Urgence Migrants

« Expérimentons des territoires zéro SDF »

Que demandez-vous ?

« Nous défendons une continuité de l'hébergement. La réquisition de bâtiments vacants est une solution pour y parvenir. Au lieu de crier à l'absence de moyens, utilisons-les autrement. Réaffectons les sommes dédiées aux nuitées d'hôtels ou encore les 8 M€ consacrés au gardiennage de lieux vacants pour des solutions dignes. La loi ELAN prévoit de recenser la vacance officielle et de taxer cette vacance. Or, il n'en est rien. »

Concrètement ?

« Nous militons pour le passage de conventions d'occupation précaires et la mise en œuvre de territoires "zéro SDF", comme il existe des territoires "zéro chômeur". Le projet qui s'appuie sur un cadre légal et réglementaire, permet de conjuguer sécurité, ordre public et dignité. »

Y a-t-il tant de lieux vacants ?

« Il y en a. L'école de la rue Neyret, dans laquelle vas s'installer Forum Réfugiés pour évaluer les mineurs étrangers sollicitant une protection, en faisait partie. Saint-Grégoire aussi :



l'ancien foyer de l'ASE est fermé depuis deux ans alors qu'il y a là 50 chambres. Plutôt que de laisser des gens sous des tentes, on pourrait héberger du monde en assurant un encadrement. Citons aussi l'ancien collège Truffaut, vide, mais chauffé pour éviter qu'il ne se dégrade ! »

Et le projet "Logement d'abord" ?

« Bien utilisé, il pourrait permettre d'avoir moins de tension sur les demandes d'hébergement d'urgence, puisque des personnes obtiendraient un appartement à un prix abordable au lieu de passer par la case "foyer d'hébergement" pendant des mois, voire des années. Il y aurait ainsi plus de "fluidité". Mais, dans le même temps, les dernières réformes de M. Macron visant le logement social et les bailleurs – baisse de l'APL notamment –, leur retirent des moyens financiers pour en construire. »

Propos recueillis par D. M.

« Prenons la rue contre les expulsions ! »

« Prenons la rue contre les expulsions. » Le collectif Amphi Z, qui dénonce « une précarisation lente et progressive de couches de plus en plus larges de la population », lance ce slogan pour appeler à un rassemblement au métro Charpennes, ce samedi 31 mars, à Villeurbanne. Y participeront plusieurs collectifs, dont des zadistes.

« Nous agissons pour dénoncer l'inaction de l'État, de la Métropole et de la ville de Lyon », expliquait ce même collectif Amphi Z, le 13 décembre, en réquisitionnant un bâtiment vacant au 12 rue Baudin, toujours à Villeurbanne. Le lieu, qui a accueilli jusqu'à 150 personnes, dont des migrants précédemment mis à l'abri au sein de l'université Lumière Lyon2, en accueille encore une petite centaine. Il n'y a plus de raccordement au réseau électrique depuis un départ d'incendie. Des groupes électrogènes fonctionnent. Quant à la demande d'expulsion sans délai formulée par le Service départemental métropolitain d'incendie et de secours (Sd-mis) le 20 mars, elle a été rejetée par le juge des référés du tribunal administratif de Lyon, considérant que l'expulsion n'avait pas de caractère d'urgence, eu égard aux conditions climatiques et à la



■ Lors de la réquisition des locaux. Photo Maxime JEGAT

situation sociale des occupants. Combien de temps la situation tiendra-t-elle ? Et qu'advientra-t-il également du squat de la Maison Mandela, dont certains pensent qu'il se prêterait bien à une expérimentation territoire "zéro SDF". Cette Maison, propriété de la Métropole, a été réquisitionnée en janvier, puis rénovée par des citoyens pour loger 60 personnes dont des enfants dormant sous des tentes sur l'Esplanade

de Mandela. Ainsi, les initiatives citoyennes sont nombreuses et pourraient se poursuivre avec la fin de la trêve hivernale. Des occupations d'écloles ne sont pas exclues non plus. « Nous sommes tous solidaires et nous entretiendrons, par nos actions, un bruit de fond permanent », souligne Thierry Malvezin, de Médecins du monde. À suivre.

D. M.

ZOOM

Le dispositif

■ Dispositif pérenne : 5 694 places, dont 5 175 actuellement ouvertes.

■ Dispositif hivernal : 1 000 places encore ouvertes, qui vont fermer progressivement.

■ Plan Grand froid : 350 places déjà fermées (gymnases).

■ L'an dernier, 500 places avaient été pérennisées. Selon nos informations, il n'y en aura pas cette année.

■ En 2017, un budget de 154 millions avait été consacré à l'hébergement pérenne et d'urgence en Au-RA.

■ En 2018, 80,6 millions ont été alloués au dispositif qui comprend un fort recours aux nuits d'hôtel.

■ Selon les associations, une économie de 60 millions d'euros a été annoncée. « Dont 20 dès 2018, c'est à dire sur la fin de l'année, ce qui semble pour le moins abrupt et conduira à la fermeture de structures d'hébergement. »